

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

NUMERO SPECIAL

Matahiti 159
N° 34 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31
no Atete 2010

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 1501 CM du 30 août 2010 portant approbation du modèle type de convention lié au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers".....	346
Arrêté n° 1502 CM du 30 août 2010 portant approbation des conventions liées au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers".....	346
Arrêté n° 1503 CM du 30 août 2010 déterminant les éléments figurant sur le "chèque service aux particuliers".	346
Arrêté n° 1504 CM du 30 août 2010 approuvant les conventions conclues au titre des prêts d'accès à la propriété.	347
Arrêté n° 1505 CM du 30 août 2010 approuvant les conventions conclues au titre des prêts incitatifs au logement.	347
Arrêté n° 1506 CM du 30 août 2010 approuvant les conventions conclues au titre des primes à l'investissement des ménages	348

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA CONSOMMATION

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1501 CM du 30 août 2010 portant approbation du modèle type de convention lié au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers".

NOR : EMP1002272AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-3 du 15 mars 2010 relative au "chèque service aux particuliers (CSP)" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 août 2010,

Arrête :

Article 1er.— Le modèle type de convention lié au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers" et figurant en annexe (1) est approuvé conformément à l'alinéa 1er de l'article 15 de la loi du pays n° 2010-3 du 15 mars 2010 visée en référence.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2010.
Gaston TONG SANG.

(1) Il peut être consulté sur le site "Lexpol.pf".

ARRETE n° 1502 CM du 30 août 2010 portant approbation des conventions liées au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers".

NOR : EMP1002273AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1501 CM du 30 août 2010 portant approbation du modèle type de convention lié au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 août 2010,

Arrête :

Article 1er.— Les conventions liées au dispositif intitulé "chèque service aux particuliers" et figurant en annexe (1) sont approuvées.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2010.
Gaston TONG SANG.

(1) Elles peuvent être consultées sur le site "Lexpol.pf".

ARRETE n° 1503 CM du 30 août 2010 déterminant les éléments figurant sur le "chèque service aux particuliers".

NOR : EMP1002319AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 août 2010,

Arrête :

Article 1er.— La couverture du chèque comprend les éléments suivants : les logos de la Polynésie française, de la Caisse de prévoyance sociale et de l'organisme partenaire.

La mention "chèque service aux particuliers" y figurera également.

Art. 2.— Les éléments figurant au niveau du chèque et de son coupon sont les suivants :

- sur le coupon : la date, le bénéficiaire, le montant du chèque et le numéro du chèque ;
- sur le chèque : les logos de la Polynésie française et de l'organisme partenaire, un cadre réservé au montant du chèque, et un espace réservé à la mention manuscrite du montant du chèque.

Art. 3.— Les éléments figurant au niveau du volet social :

Au recto du volet social : les logos de la Polynésie française, de la Caisse de prévoyance sociale et de l'organisme partenaire.

- pour l'employeur : les nom et prénom, le numéro du chèque et sa date de naissance ;
- pour le salarié : les nom et prénom, le numéro DN et sa date de naissance ;
- pour la Caisse de prévoyance sociale : le nombre d'heures, les cotisations salariales, les cotisations patronales, le SMIG horaire brut, l'indemnité de congés payés et l'indemnité de précarité.

Au verso du volet social : en langue française et en langue tahitienne, il sera fait mention des modalités d'utilisation du "chèque service aux particuliers".

Art. 4.— Les éléments d'informations mentionnés dans les articles précédents ne sont pas exhaustifs.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2010.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1504 CM du 30 août 2010 approuvant les conventions conclues au titre des prêts d'accès à la propriété.

NOR : SAE1002291AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2010-29 APF du 5 août 2010 instaurant un dispositif de relance dit prêt d'accès à la propriété, consistant en une réduction du coût des emprunts immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 1401 CM du 18 août 2010 portant application de la délibération n° 2010-29 APF du 5 août 2010 instaurant un dispositif de relance dit prêt d'accès à la propriété, consistant en une réduction du coût des emprunts immobiliers ;

Vu la lettre n° 5807 PR du 13 août 2010 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence, et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 13 août 2010 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 août 2010,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 5 de l'arrêté n° 1401 CM du 18 août 2010 susvisé, sont approuvées les conventions annexées (1) au présent arrêté qui déterminent les obligations respectives de la Polynésie française et des banques au titre des prêts d'accès à la propriété (PAP).

Art. 2.— Le ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2010.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la reconversion économique,
du commerce extérieur, de l'industrie
et de l'entreprise,*
Teva ROHFRTSCH.

(1) Elles peuvent être consultées sur le site "Lexpol.pf".

ARRETE n° 1505 CM du 30 août 2010 approuvant les conventions conclues au titre des prêts incitatifs au logement.

NOR : SAE1002292AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2010-30 APF du 5 août 2010 instaurant un dispositif d'incitation à l'investissement des

particuliers dit prêt incitatif au logement, consistant en une réduction du coût des emprunts immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 1402 CM du 18 août 2010 portant application de la délibération n° 2010-30 APF du 5 août 2010 instaurant un dispositif d'incitation à l'investissement des particuliers dit prêt incitatif au logement, consistant en une réduction du coût des emprunts immobiliers ;

Vu la lettre n° 5807 PR du 13 août 2010 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence, et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 13 août 2010 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 août 2010,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 5 de l'arrêté n° 1402 CM du 18 août 2010 susvisé, sont approuvées les conventions annexées (1) au présent arrêté qui déterminent les obligations respectives de la Polynésie française et des banques au titre des prêts incitatifs au logement (PIL).

Art. 2.— Le ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2010.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la reconversion économique,
du commerce extérieur, de l'industrie
et de l'entreprise,*
Teva ROHFRITSCH.

(1) Elles peuvent être consultées sur le site "Lexpol.pf".

ARRETE n° 1506 CM du 30 août 2010 approuvant les conventions conclues au titre des primes à l'investissement des ménages.

NOR : SAE1002293AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2010-31 APF du 5 août 2010 relative à un dispositif de relance dit prime à l'investissement des ménages ;

Vu l'arrêté n° 1403 CM du 18 août 2010 portant application de la délibération n° 2010-31 APF du 5 août 2010 relative à un dispositif de relance dit prime à l'investissement des ménages ;

Vu la lettre n° 5807 PR du 13 août 2010 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence, et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 13 août 2010 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 août 2010,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 5 de l'arrêté n° 1403 CM du 18 août 2010 susvisé, sont approuvées les conventions annexées (1) au présent arrêté qui déterminent les obligations respectives de la Polynésie française et des banques au titre des primes à l'investissement des ménages (PIM).

Art. 2.— Le ministre de la reconversion économique, du commerce extérieur, de l'industrie et de l'entreprise, en charge de l'économie numérique et du développement des technologies vertes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2010.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la reconversion économique,
du commerce extérieur, de l'industrie
et de l'entreprise,*
Teva ROHFRITSCH.

(1) Elles peuvent être consultées sur le site "Lexpol.pf".